



V ERS
MAIRIE

N° de la délibération
D2017_012

Date de la séance
9 février 2017

Date de la
convocation
2 février 2017

**Nombre de
Conseillers**

- Théorique15
- En exercice.....12
- Présents10
- Excusé(s)2
- Absent(s)0

*Le Maire certifie, sous
sa responsabilité, le
caractère exécutoire
de cet acte*

- affiché le :

10 FEV. 2017

- télétransmis au
contrôle de légalité le :

Le Maire, R.VILLET



Envoyé en préfecture le 10/02/2017

Reçu en préfecture le 10/02/2017

Affiché le 10/02/2017

ID : 074-217402965-20170209-D2017_012-DE

**DELIBERATION
DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE VERS**

L'an deux mille dix-sept, le neuf février, le Conseil Municipal de la Commune de Vers, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, en Mairie, sous la présidence de M. le Maire : Raymond VILLET.

Présents : Messieurs J-P.CHAUVET, E.CLERC, P.DUPRAZ, D.ERNST, G.VERNE, R.VILLET

Mesdames A-S.EXCOFFIER, J.LAVOREL, M.SAXOD, M-A.VIRET

Excusé(s) : M.DUPARC, procuration donnée à R.VILLET ; X.GROS

Absent(s) :

Marie-Andrée VIRET a été élue secrétaire

**Objet : Lancement de l'enquête publique
préalable à l'aliénation d'une partie du chemin
rural dit « Chemin de Longeraie »**

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal les précédentes discussions relatives à l'aménagement d'une voie à mobilité douce entre Vers et Maison-Neuve et notamment les délibérations n°D2016_066 et D2016_072 prévoyant la conclusion d'une convention d'échange d'une bande de tènement agricole avec une partie du chemin communal dit « chemin de Longeraie ».

Monsieur le Maire précise que la partie du chemin rural dit « Chemin de Longeraie » visée n'est plus affectée à l'usage du public qui n'a plus lieu de l'utiliser.

Son aliénation, prioritairement aux riverains, apparaît bien comme la meilleure solution et revêt un caractère d'utilité publique en permettant l'aménagement de la voie à mobilité douce.

L'aliénation d'un chemin rural est soumise à enquête publique préalable, conformément à l'article L161-10-1 du code rural et de la pêche maritime et au code des relations entre le public et l'administration.

Monsieur le Maire demande aux membres du Conseil Municipal de se prononcer sur les suites à donner à cette affaire.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des 11 votants :

DECIDE de procéder à l'enquête publique préalable à l'aliénation d'une partie du chemin rural dit « chemin de Longeraie ».

Envoyé en préfecture le 10/02/2017

Reçu en préfecture le 10/02/2017

Affiché le 10/02/2017

ID : 074-217402965-20170209-D2017_012-DE

CHARGE Monsieur le Maire d'élaborer le dossier d'enquête publique selon les prescriptions en vigueur.

CHARGE Monsieur le Maire de procéder à la désignation d'un commissaire enquêteur.

AUTORISE Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches utiles et nécessaires en vue de l'exécution de la présente délibération et à signer tout document y afférent.

Ainsi fait et délibéré en Mairie, les jours, mois et an que dessus et ont signé les Conseillers présents.

Le 9 février 2017
Le Maire, Raymond VILLET

